

qui doit permettre à des sortants (huit maximum par an) d'affiner et de mûrir leur projet d'installation, de prendre confiance en eux, d'accumuler les fonds nécessaires à leur future installation et de trouver la terre », est-il expliqué dans la plaquette de présentation rédigée par l'ONG française Anamorphoses qui soutient l'école.

Facilités matérielles

Pendant deux années, l'école loue des terres aux huit « pré-installés » qui ont été sélectionnés, met à leur disposition un fonds de roulement de 500 000 francs guinéens, de l'outillage agricole, des intrants, un logement collectif avec chambres individuelles, les appuie techniquement, en cas de besoin. L'équipe dispose d'une paire de bœufs. Rien n'est fourni gratuitement. La terre est louée 10 000 francs guinéens, par exemple. Les avances sont remboursables à la récolte avec un taux d'intérêt de 5 % contre 30 % au crédit mutuel.

En 1997-1998, les « pré-installés » ont choisi de faire, comme les agriculteurs de la région, des cultures maraîchères (piments, tomate, aubergine) pendant la saison sèche d'octobre à avril, du riz et du maïs pendant la saison des pluies. Ils ont écoulé leur production à Mamou, ville du massif du Fouta Djallon proche de leur école, qui alimente le marché de Conakry, la capitale de la Guinée, 275 kilomètres plus loin, en légumes, via les commerçantes appelées *dioula moussou*. L'école consacre 40 % des bénéfices de la ferme de l'école à un fonds de crédit d'aide à l'installation des élèves sortants. Ce fonds est utilisé sous forme de crédits directs octroyés par un organisme externe à l'école.

C'est ainsi que Tolo prépare ses élèves à s'insérer dans une agriculture intensive capable de faire face à la concurrence mondiale. Au sud du pays, à Macenta, le plus grand aviculteur est un sortant de l'école. A Kindia, la capitale de la Guinée Maritime, à 150 km de Conakry, l'un des plus grands producteurs de riz est, aussi, un ancien de Tolo. ■

Abdoulaye Diari Diallo
Nicolas Bocca

Paraguay : pari écologique

S'initier aux méthodes écologiques de production, commercialiser les produits agricoles ; c'est le programme d'un centre de formation au Paraguay. Un pari sur les jeunes.



L'agriculture bio est enseigné à travers des « potagers - écoles » aux engrais organiques.

Yves Hardy

LES campagnes paraguayennes peinent à sortir de l'engourdissement. L'héritage, il est vrai, est pesant. Outre l'enclavement au cœur de l'Amérique latine, le pays se relève des trente-cinq années de la dictature du général Stroessner (déboulonnée en 1989), tandis que le parti colorado au pouvoir depuis cinq décennies maintient un quadrillage serré du territoire. Le reflux de la peur et le progressif éveil de la société civile ont cependant autorisé quelques initiatives. Par exemple, celle du CECTEC, le Centre d'éducation, de formation et de technologie paysanne. « L'esprit de soumission était fortement ancré chez les paysans, notamment les anciens, souligne André Werhle, l'un de ses responsables.

Nous avons décidé de miser sur les nouvelles générations rurales. Nous disposons d'une jolie parcelle à Pirapey, dans l'Orient, nous l'avons mise à profit. »

Direction Pirapey. Au terme de six heures de route goudronnée, découverte du centre, qui a pris ses aises dans un bel espace boisé. En contrebas, s'alignent les planches du potager où d'imposantes laitues rivalisent avec carottes, choux et oignons. « Ici, l'alimentation de base est peu variée, indique Carlos Ortiz du CECTEC, éternelle thermos de maté sous le bras. Du maïs, des haricots, parfois des pâtes. Les légumes permettent une première diversification. »

Plus d'une centaine d'adolescents de 13 à 17 ans, garçons et filles de ►

paysans de la région, y sont accueillis. Les sessions s'étalent sur trois ans. Cours, travaux dans les champs et soins des animaux alternent avec les stages de mise en pratique à la *granja* (petite ferme familiale). Les frais de formation se paient en nature : 1 tonne de maïs par an. « *Mes parents vivent modestement, commente Maria, 13 ans. Mais 1 000 kilos, ça va, ils ont pu faire l'effort.* » Marian, élève en fin de parcours, annonce, lui, fièrement : « *A Pirapey, j'ai appris l'agro-écologie. Et j'ai déjà réalisé un potager avec mon père en utilisant les engrais organiques* ». José, 16 ans, sent naître une vocation d'éleveur. « *A la ferme, nos vaches donnent peu de lait. Avec mon nouveau savoir-faire, je dois pouvoir améliorer le rendement. Demain, j'espère que mon vieux m'aidera à acquérir mes premières bêtes.* » Avant même de s'installer, les jeunes paysans, agents de développement en herbe, contribuent, selon l'ambition du lieu, à l'évolution des mentalités.

Mentalité nouvelle

Plus loin, dans un studio équipé, quelques jeunes stagiaires se relaient au micro d'une radio locale. Entre deux plages musicales, évocation de la dernière foire où furent commercialisés avec succès les légumes du cru. « *Hier, glisse Carlos Ortiz, les paysans n'osaient pas sortir de chez eux. Aujourd'hui, de plus en plus, ils bravent les intermédiaires, se groupent et approvisionnent directement les villes d'Encarnacion ou de Ciudad del Este.* » Les garants du statu quo, les puissants caciques locaux n'apprécient guère, qu'importe ! L'originale expérience de préparation au métier se poursuit depuis plus de douze ans.

Pour gagner en crédibilité, la promiseuse initiative doit encore essayer. Car sur les cinq millions de Paraguayens, 48 % continuent de vivre dans les zones rurales, dont beaucoup sont moins favorisées que la région bien dotée de l'Orient. Par ailleurs, en l'absence de réforme agraire, la légion des sans-terre - plusieurs dizaines de milliers de familles - grossit chaque année. ■

Yves Hardy

Cameroun : l'école, pépinière agricole

Dans des villages du sud du Cameroun, des écoles d'un nouveau genre s'installent : un tiers sur les bancs, deux tiers dans les champs. Les résultats se mesurent au rendement en légumes.



« **J'**ai récolté environ 30 kg de tomates sur 10 m². La vente m'a rapporté 20.000 francs CFA. Grâce à cet argent, j'ai acheté un arrosoir et des vêtements et j'ai offert le reste de cet argent à mes parents », lance Mvogo Justin, 16 ans. Cet élève de la toute première promotion de l'École familiale agricole (EFA) du village Eyen Meyong, à 120 km de Yaoundé (Cameroun), est très fier de ses résultats. A la fin de cette année, il passera devant un jury composé de ses formateurs pour exposer le résultat de ses expériences agricoles. Biloa Henri, 18 ans, est de la même cuvée. Mais, il a choisi la cul-

ture du piment, un produit très demandé sur les marchés locaux. A quelques mois de la fin de sa formation, il pense déjà à son avenir : « *Si je réussis à trouver un terrain, je vais rester au village et y mettre en pratique tout ce que j'ai appris à l'école.* »

Du côté des parents, on est tout aussi heureux de constater que les choses marchent. Ngonou Lydie, cultivatrice et parent d'élève, raconte avec beaucoup d'émotion le miracle opéré par cette formation sur son rejeton : « *Mon enfant a beaucoup changé. Il était devenu délinquant et ne voulait plus aller à l'école. Mais depuis qu'il est entré à l'école familiale, il m'accompagne au champ sans se faire prier, ce qu'il ne faisait pas auparavant.* »

Le succès de ce centre vient de l'originalité de son programme de formation : un tiers du temps sur les bancs, deux tiers dans les champs.

« *Nous recevons des jeunes ici à l'école pour une semaine de cours théoriques et de travaux pratiques* », Jean Bella, un technicien supérieur